

**République démocratique du Congo**  
**- Point de presse conjoint de M.**  
**Jean-Marc Ayrault, ministre des**  
**affaires étrangères et du**  
**développement international, et de**  
**Monseigneur Marcel Utembi,**  
**archevêque de Kisangani, président**  
**de la CENCO - Propos de M.**  
**Ayrault**  
(Paris, 24 mars 2017)

J'ai reçu Monseigneur Marcel Utembi, l'archevêque de Kisangani, une grande ville du Nord-Est du Congo. J'ai réaffirmé au président de la CENCO (conférence épiscopale nationale du Congo) tout le soutien de la France à l'accord du 31 décembre 2016. C'est un accord qui permet une transition politique et pacifique en République démocratique du Congo, qui a pour objectif de permettre une alternance, le respect de la Constitution et des élections présidentielles d'ici la fin de l'année. Et, dans la période transitoire, il est très important que l'accord, comme cela est prévu, soit respecté. C'est-à-dire qu'un Premier ministre proposé par l'opposition soit nommé par le président actuel, le président Kabila. Il y a urgence car si cet accord n'était pas respecté, la population risque d'être déçue et nous, nous voulons à tout prix que ce soit la voie pacifique, la voie du consensus qui soit privilégiée. Nous voulons à tout prix préserver le calme en République démocratique du Congo. Pour pouvoir y parvenir, il faut que des signes forts soient donnés. Et les signes forts, c'est le respect de la parole donnée, c'est le respect de l'accord auquel la CENCO a contribué. Et puis, il y a aussi la libération des prisonniers politiques, il y a le retour des personnes qui ont été condamnées fictivement parce qu'elles faisaient partie de l'opposition. Tout cela participe au travail de réconciliation nationale. Nous y sommes profondément attachés. C'est la position de la France, une position que j'ai réaffirmée sans cesse et que je réaffirme aujourd'hui : le soutien au processus démocratique, le soutien aux élections, le soutien au respect de la Constitution, le soutien au dialogue et qui passent par la nomination le plus rapidement possible d'un Premier ministre.

La CENCO a été reçue par le conseil de sécurité, la France s'est exprimée. Mais ce dont je me félicite, c'est que le conseil de sécurité, à l'unanimité, a soutenu ce processus. C'est très important. C'est un signe fort adressé à la population congolaise qu'il y ait le soutien de la communauté internationale, le soutien des Nations unies à ce processus pacifique. Et puis, il y a aussi le soutien de l'Union européenne que je tiens aussi à rappeler à cette occasion.

Q - Au-delà de ce soutien, comment, concrètement, la France aujourd'hui peut-elle aider à la mise en oeuvre de cet accord ? Plaidez-vous, par exemple, pour que l'ONU se porte garante, à travers cette résolution, de l'application ?

R - Bien sûr. Vous savez qu'il existe aussi la MONUSCO sur place et nous souhaitons la réaffirmation de son mandat. Nous souhaitons même que son mandat soit élargi non seulement

à la protection des populations civiles mais aussi au processus électoral. La communauté internationale s'est exprimée par l'affirmation unanime du conseil de sécurité, mais il faut aussi un engagement concret pour que les Congolais sachent qu'on ne les abandonne pas, qu'on les soutient et qu'on leur fait confiance. Ce n'est pas de l'ingérence. Certains parlent d'ingérence, mais ce n'est pas de l'ingérence, c'est le respect du droit et c'est une solidarité avec un peuple qui a droit à la démocratie comme tous les peuples de la communauté internationale.

Q - Seriez-vous favorable à de nouvelles sanctions, notamment au niveau européen ? Je pense à ce qui s'est passé récemment dans le Kasai.

R - Oui. Nous avons déjà décidé de sanctions dans le passé. Nous sommes prêts à le faire si c'est nécessaire. Tout ce qui pourra contribuer à adresser des messages forts, nous le ferons. Mais je crois qu'aujourd'hui, au moment où je vous parle, il y a un accord qui a été approuvé le 31 décembre 2016 auquel la CENCO a contribué avec énormément de courage, et je salue ce courage de la conférence épiscopale des évêques du Congo. Ce n'est pas si facile à faire, ils le font en conscience, ils le font par amour du peuple congolais. Ce message est donc un message de paix, un message de fraternité que nous adressons à tous les Congolais et pour dire aux autorités encore en place : si vous aimez votre peuple, si vous respectez votre peuple, alors respectez et mettez en oeuvre cet accord, c'est la priorité. (...)/.